

## Hollande doit changer de Premier ministre

**Le socialisme de l'offre est une impasse.** Les 41 milliards octroyés aux entreprises par le pacte de responsabilité sont de l'eau versée dans le sable, car, l'activité étant trop faible (80 % des entreprises souffrent d'une insuffisance de demande), ils ne seront pas convertis en investissement. La réduction à marche forcée des déficits (50 milliards en trois ans) est une aberration économique car elle aggrave le chômage, une absurdité financière car elle rend impossible le rétablissement des comptes publics, et un sinistre politique car elle jette les Européens dans les bras des partis extrémistes qui veulent détruire l'Europe.

Les grandes entreprises françaises ont décroché le record de la rémunération des actionnaires au deuxième trimestre. Le Medef applaudit le Premier ministre.

**La société française est exaspérée,** gagnée par la fièvre et l'inquiétude. Notre pays exclut du marché du travail en particulier deux catégories de sa population : les plus jeunes et les seniors. La pauvreté explose et traverse de nombreuses classes sociales. La peur de l'avenir, les inégalités entre territoires mais aussi le malaise identitaire préparent un grand danger. La France pourrait faire face à un tsunami social.

L'impopularité du chef de l'Etat bat les records de la V<sup>ème</sup> République (13 % !), la cote de popularité du Premier ministre s'effondre (comme prévu).

**Il y a à l'Assemblée une majorité pour une autre politique.**

Le 16 septembre, Valls doit engager la confiance de son gouvernement. Cohérents avec eux-mêmes, et soucieux de redonner tout son poids à l'Assemblée, les députés PS « frondeurs » de Vive la Gauche, de même que les Verts, et les députés du Front de gauche, la lui refusent. Contrairement à l'épouvantail agité par Valls, cela n'entraîne pas automatiquement la dissolution.

**Hollande est contraint de choisir un premier ministre** plus fédérateur à gauche, associant toutes les composantes de la gauche. Il renoue avec l'esprit du Bourget (« mon ennemi, c'est la finance »).

**Une autre politique est en effet possible :** le paquet de 41 milliards du pacte de responsabilité est réorienté en partie vers le pouvoir d'achat des ménages, les investissements publics locaux, et les emplois aidés. Une véritable réforme de l'impôt sur le revenu et de la CSG est mise sur les rails, afin de financer la sécurité sociale universelle de la façon la plus juste. La transition écologique est enfin prise au sérieux.

**L'Union européenne,** confrontée à l'échec de la politique qu'elle a menée sous la pression de la droite allemande (et dont l'Allemagne, elle aussi, souffre), **est à son tour convaincue de réorienter, elle aussi, sa politique.**

**Même si les résultats ne sont pas immédiats, l'espoir renaît dans le pays, qui constate que la direction prise est la bonne.**

**Les citoyens s'emparent du débat politique. Il y a un bouillonnement dans le pays.**

**Il faut miser sur la démocratie jusqu'au bout. La réflexion sur les formes concrètes de la démocratisation de l'économie et de la politique, sur la façon dont la démocratie peut reprendre le contrôle du capitalisme, cette réflexion ne fait que commencer.**

**La gauche ne peut pas mourir. Elle n'a que deux siècles, elle est de prime jeunesse, le cours des choses ne cesse de lui donner raison, le scandale du temps présent l'appelle impérieusement. L'avenir lui appartient.**

*(Merci à Liêm Hoang-Ngoc, Arnaud Montebourg, Cécile Duflot, Thomas Piketty, Frédéric Lordon...)*

## Bonnes nouvelles

**Réforme pénale : la fin des lois Sarkozy.** La loi sur la réforme pénale a été adoptée par l'Assemblée. Elle supprime les peines planchers (appliquées automatiquement en cas de récidive), qui sont en bonne partie responsables de l'allongement de la durée moyenne d'emprisonnement, passée de 8 à 11 mois entre 2004 et 2010, et n'ont pas découragé les récidivistes (le taux de récidive est passé de 5% à 12 % sur la même période). La loi introduit une nouvelle peine, la contrainte pénale, qui soumet les personnes condamnées à des peines de moins de 5 ans à des obligations de soins, de travail et d'insertion, au lieu de les envoyer simplement en prison : il s'agit de limiter les risques de récidive, souvent aggravés par un séjour carcéral. Enfin, tout condamné verra automatiquement son dossier examiné aux deux-tiers de sa peine en vue d'une éventuelle libération conditionnelle. (*Alternatives économiques, juillet-août*).

**Les honoraires des agents immobiliers bientôt plafonnés pour les locations.** En application de la loi Duflot, les « frais de dossier » ne pourront dépasser 12 € par m<sup>2</sup> à Paris et petite couronne, 10 € dans les zones tendues (Marseille, Lyon, Toulouse, ...) et 8 € partout ailleurs. (*Le Monde, 6 août*)

**Le modèle de la société de consommation fragilisé.** Les Français recyclent, troquent, achètent de l'occasion, comparent les prix. Ils dénoncent marques et distributeurs qui organisent la cherté des produits, notamment par le biais de l'obsolescence programmée ou le marketing de la rareté. Ce qui était autrefois un acte militant devient une norme. (*Le Monde, 5 septembre*).

## Justice et mémoire

**Khmers rouges condamnés.** Nuon Chea et Khieu Samphan condamnés à perpétuité pour crimes contre l'humanité. Dans un deuxième procès, ils doivent en outre répondre d'accusations de génocide contre les minorités vietnamiennes et l'ethnie Chan musulmane, ainsi que de mariages forcés, de purges et de viols. (*Le Monde, 8 août*).

**Massacre de Srebrenica :** la justice reconnaît la faute de l'armée néerlandaise. Les casques bleus néerlandais n'ont pas protégé 300 Musulmans bosniaques tués par les Serbes. (*Le Monde, 18 juillet*).

**Christine Lagarde mise en examen** pour négligence : elle aurait dû s'opposer à la procédure d'arbitrage qui a permis à Bernard Tapie d'empocher ignominieusement 405 millions d'euros. L'Agence des participations de l'Etat avait déconseillé à la ministre la voie de l'arbitrage. Christine Lagarde dit avoir laissé son chef de cabinet Stéphane Richard suivre le dossier (*Le Monde, 29 août*).

## Chine

**Coup de chapeau à Rebiya Kadeer.** Députée à l'Assemblée nationale populaire à Pékin en 1997, elle a osé braver les hiérarques chinois en décrivant en détail la tragédie vécue par la minorité persécutée ouïgoure : l'expropriation des paysans privés de leurs terres arables et quasiment interdits de travail au pays, leur transfert forcé dans les usines du Sud, l'extrême pauvreté et le « génocide culturel », les exactions policières, les jeunes filles exploitées dans les maisons closes... Cet acte de courage lui a valu la perte de sa fortune et de sa liberté, la torture de ses enfants, avant d'être expulsée en 2005 (*Le Monde, 20 août*).

## Europe

**Grèce.** La bataille politique fait rage pour empêcher que le gouvernement ne privatise les plages et les forêts grecques. Des plages ont été mises en vente. Le gouvernement a dû, provisoirement, reculer, devant le tollé qu'il a provoqué, sur la loi qui prévoit la possibilité de construire à 10 mètres de la plage (la France et la plupart des pays européens imposent une distance minimale de 100 m du littoral). (*Politis, 4 septembre*).

La justice essaie de résister contre les politiques d'austérité imposées par la « troïka » (20 000 fonctionnaires mis en disponibilité depuis 2012, 8 600 licenciements dans la fonction publique...). Le Conseil d'Etat grec a jugé anticonstitutionnelle une baisse des salaires des policiers, militaires, pompiers... Il a aussi partiellement bloqué la privatisation des eaux d'Athènes... (*Le Monde, 5 juillet*).

**Italie.** Matteo Renzi mène à bien sa réforme constitutionnelle. Le texte met fin aux pouvoirs du Sénat, qui était en situation de quasiment bloquer le travail législatif de la Chambre. Les compétences du nouveau Sénat seront limitées à la Constitution, aux traités internationaux ainsi qu'à des domaines comme la famille et la santé. Il ne votera plus la confiance au gouvernement. Le Sénat ne comptera plus que 100 membres (contre 315 actuellement). (*Le Monde, 10-11 août*).

## France

**Marine Le Pen Tartuffe.** Ah, « ce système qui mange ensemble, qui a été élevé ensemble, qui met ses enfants dans les mêmes écoles » ! Marine Le Pen n'a pas de mots assez durs contre cette élite qu'elle dit combattre « sans relâche »... Mais elle scolarise sa fille de 15 ans dans le select établissement catholique Notre-Dame d'Orveau, à Nyoiseau (Maine-et-Loire), nous apprend *le Courrier de l'Ouest* (30 août). Enfants d'ambassadeurs, de stars ou de politiques (Villers, Madelin...) sont passés par ce haut lieu de reproduction sociale. Curieux choix pour la candidate « antisystème » qui ne jure que par la « laïcité ». (*Politis*, 4 septembre).

**Ecole.** Un enfant arrivant au collège a déjà passé, en heures cumulées, l'équivalent de deux ans devant des écrans pour un an à l'école et un an dans des loisirs organisés. (*Politis*, 28 août).

Les programmes de physique du bac sont restés figés pour l'essentiel à ce qu'on connaissait il y a un siècle. Alors que les deux grandes révolutions de la mécanique quantique et de la relativité générale ont bouleversé le sens même des termes de base (*Marco Zito, Le Monde science et médecine*, 9 juillet).

**Université : sélection par l'échec.** La filière longue la plus connectée à la recherche, c'est-à-dire la voie universitaire, est condamnée à accueillir ceux que les autres filières rejettent. Les meilleurs bacheliers optent pour les filières courtes et professionnalisantes (IUT, STS), quand les plus faibles entament des cycles longs. Bien entendu, ceux-ci, souvent issus de familles modestes, sont promis à l'échec. En première année de licence, six sur dix ne passent pas en deuxième année. La moitié d'entre eux redouble ou se réoriente, tandis que les autres abandonnent. (*Le Monde*, 5 août).

**Emmanuel Carrère.** « J'avais envie de revenir sur un épisode de ma vie, remontant à une vingtaine d'années : ces mois durant lesquels j'ai été habité par la foi. Une période de crise à laquelle je repensais depuis comme à un moment très bizarre de mon existence, auquel j'étais devenu très étranger. J'ai été un croyant très dévot, dont la foi m'apparaît a posteriori comme un désir très névrotique de refuge et de consolation (...). J'ai l'impression que nous sommes tellement habitués, culturellement, au christianisme, que nous ne mesurons plus le degré d'extravagance de cette croyance. En regard de cette bizarrerie, les grands mythes grecs sont relativement peu surprenants, car ils sont, me semble-t-il, davantage calqués sur les conduites humaines. Mais cette histoire de Dieu qui sacrifie son fils pour sauver les hommes, mise en place à partir de Paul, est si étrange... (...).

Non, je ne crois pas que Jésus soit ressuscité. Je ne crois pas qu'un homme soit revenu d'entre les morts. Seulement, qu'on puisse le croire, et de l'avoir cru moi-même, cela m'intrigue, cela me fascine, cela me trouble, cela me bouleverse (...).

Je me suis rendu compte que j'aimais beaucoup faire de la pédagogie. J'aime faire cela et je suis plutôt bon à cet exercice qui consiste à « avaler » le maximum de données et d'informations, et à les régurgiter à l'intention du lecteur qui n'y connaît rigoureusement rien ou pas grand-chose. Il y a un vrai plaisir, un sentiment d'utilité, à s'immerger dans un sujet, à malaxer, donner forme et transmettre de façon loyale et fluide cette somme de connaissances. » (*Télérama*, 20 et 27 août).

**Voile.** « Quand je croise dans mon quartier de Barbès, à Paris, où j'habite depuis plus de vingt ans, une jeune femme voilée des pieds à la tête, ce n'est pas un sentiment de peur qui m'envahit, ce n'est pas une « phobie », c'est plutôt le sentiment d'être profondément ... désolé ! Désolé de voir cette femme née en France, ayant fréquenté l'école publique, se draper dans un voile qui symbolise une parfaite antinomie avec les idées et principes de la République » (*Courrier des lecteurs, Politis*, 26 juin).

**Le secret de l'intestin.** Il héberge 100 000 milliards de « bons » microbes, d'un poids total de 4 kg, sans qui la digestion des fibres ne serait pas possible et dont on découvre, depuis peu, le rôle fondamental dans le maintien de la vie humaine... mais aussi dans la production de vitamines et, surtout, l'éducation du système immunitaire. Alors que 23 000 gènes constituent le patrimoine humain, le génome de ces microbes en compte plus de 3 millions. Et on peut trier l'humanité en trois groupes « génétiques » caractérisés chacun par un réseau d'espèces bactériennes. (*Le Nouvel Observateur*, 12 avril 2012).

## Il y a dix ans dans CMM :

**On navigue à vue.** C'est le diagnostic de Lionel Stoléro (*Le Monde du 4 septembre*), qui observe : « ceux qui ont des revenus élevés ont l'essentiel de leurs besoins satisfaits. Les magasins regorgent de produits qu'ils arrivent à peine à solder. Ceux qui manquent de revenus ne manquent pas, eux, de besoins, mais leur demande n'est pas solvable. A l'exportation, c'est pareil : dans les pays riches, c'est l'appétit d'achat qui est faible, et dans les pays pauvres, c'est le pouvoir d'achat. L'arrivée de la Chine sur le marché économique mondial est extrêmement préoccupante, non tellement par ses coûts de production extrêmement bas que par la qualité de son travail. Il fut un temps où, en France, ces questions d'avenir essentielles étaient étudiées, sans langue de bois, au Plan. On a tué le Plan et on navigue à vue sans vouloir regarder les récifs qui sont devant nous. Ainsi voguait naguère le Titanic. »

## Courrier des lecteurs (réactions au numéro 117, diffusé le 14 juin)

**L.G.** permettez-moi quelques remarques :

**"L'Etat français pourra s'opposer à la prise de contrôle d'une entreprise"** ce n'est pas forcément une bonne nouvelle; certaines de nos entreprises "champion" sont malades (ce qui n'est pas une nouvelle) parce qu'elles ont été mal gérées par des incompetents; s'ils sont remplacés par des gestionnaires compétents ce sera une bonne nouvelle. Certes une direction française est préférable mais un bon management venu d'ailleurs reste mieux (ou moins mal) qu'un management national simplement autosuffisant.

**"La lutte contre l'évasion fiscale finit par payer. L'Etat prévoit d'encaisser 1,8 milliards d'euros en 2014 ..."** sauf erreur l'Italie de Berlusconi avait fait beaucoup mieux que cela par des mesures simplement incitatives qui à la même époque n'ont rien donné dans la France de Sarkozy (même un futur ministre des finances alors seulement député n'a pas saisi l'offre d'amnistie). On peut penser ce qu'on veut du gouvernement Berlusconi, mais ne pas arriver à faire mieux, dans quelque domaine que ce soit, n'est pas un exploit.

**"Göteborg teste la journée de travail de six heures"** il n'est pas précisé combien de jours par semaine sont travaillés mais sur la base de cinq jours ça les ferait passer de 40h à 30 heures. Rappelons qu'en France nous sommes censés être à 35h/semaine.

**"La Grèce ... met en vente ... 37 aéroports régionaux, dont ceux de Thessalonique"** : l'aéroport de Thessalonique (deuxième ville du pays) n'a rien de régional, c'est une plateforme d'envergure internationale comparable à Athènes. Par contre on peut se demander si la Grèce a vraiment besoin de 35 autres aéroports et s'ils trouvent quelqu'un pour en acheter (et payer) ça serait pour eux plutôt une bonne affaire, meilleure en tout cas que le cas de l'Espagne qui a construit et entretient des aéroports sans avions (à zéro trafic).

**"Quand Lisbonne parle de vendre 85 œuvres de Miro pour renflouer ses caisses"** est-ce une mauvaise chose de se séparer d'un patrimoine artistique surtout si surfait ou controversé ? L'important est de le vendre le plus cher possible, au plus offrant, en espérant qu'il sera fait bon usage des fonds obtenus.

**T.V.** Numéro intéressant qui me provoque pas mal d'objections.

Sur la taxe sur le capital, j'en ai déjà parlé. Elle ferait l'économie de l'explication, du consensus et surtout de la reconnaissance de la complicité pénale entre grand capital et politiques pour une constitution illégale du capital. Il faut absolument défendre le droit non pas à taxer, mais à récupérer les sommes volées. Il y a une différence importante et essentielle entre les deux concepts.

Je rappelle encore une fois qu'on peut établir à plus de 300 milliards par an pour la France les recettes fiscales volées de par la fraude fiscale et des lois de complaisance sur le capital. Il n'y a pas à taxer, quand il suffit d'appliquer la loi pour résoudre le problème. En outre, l'avantage de pénaliser les abus de biens sociaux, c'est l'avantage du défaut de prescription et la possibilité de démonter toutes ces fortunes illégalement acquises... Et cerise sur le gâteau de recollectiviser ces entreprises nationales qu'on a bradées aux copains et aux coquins.

Encore une fois, en ce qui concerne le FN, ce n'est pas sur sa montée en puissance qu'il faut se concentrer, mais sur les raisons de son succès et comparativement de la faillite du FG qui devrait normalement trouver son grain à moudre dans l'élan du FN, parce qu'en fait bien peu les sépare.

Autre sujet : attendre comme Sœur Anne que nos élus prennent les bonnes décisions est un leurre. Il n'en sera rien, parce qu'ils sont complices ou intéressés et pour la plupart, ignares des problèmes et des solutions parce qu'ils s'en foutent. La seule chose qui leur importe c'est la soupe qu'ils se servent. La solution ne pourra venir que des peuples avec une nouvelle génération d'élus ; donc il y a un travail phénoménal d'information et de vulgarisation à effectuer et je ne vois pas comment on pourrait le mettre en œuvre. Il faudra aussi arriver un jour à instituer la mise en œuvre de la responsabilité des élus si on veut qu'ils chassent pour nous et non pas pour eux.

L'Etat français pourra s'opposer à la prise de contrôle d'entreprises stratégiques quand aux termes du préambule de la constitution de 1946, ces entreprises devraient être nationalisées. Ce n'est pas avec le TAFTA qui s'avance doucement que l'Etat français va être capable de se doter d'un véritable pouvoir. Poudre aux yeux.

1,8 milliards de récupération de fraude fiscale sur 30 à 60 estimées (avant négociation) et alors que la moindre recherche sur le net démontre un minimum de 180 milliards de fraude et autant d'évasion légale. Si ce n'est pas se foutre du monde, ça y ressemble...

Sinon effectivement des bonnes nouvelles dans ce numéro et des moins bonnes concernant la liquidation des actifs collectifs au profit du capital.

**N.T.** Mais non la gauche n'a pas disparu. Elle a juste changé de représentant !

*JPA : Que voulez-vous dire ? Que son représentant, c'est maintenant, que cela nous plaise ou non, François Hollande ? Ou Marine Le Pen ? Je me perds en conjectures...*

N.T. : Sous bien des aspects, le FN est un parti de gauche, en particulier pour la défense de la nation qui est une idée de gauche. Reste à savoir si on adhère à cette idée de nation.

*JPA : on est en pleine confusion... Nazi, ça voulait dire "national-socialiste"... Prétendre avoir des préoccupations sociales ne suffit pas pour faire un "parti de gauche"... Le Pen père met les pieds dans le plat, au grand dam de sa fille, plus habile, mais qui partage les mêmes idées... La Marseillaise est, comme le rappelle Edgar Morin (Le Monde, 18-19 mai) un hymne de résistance à l'invasion des armées royalistes conjurées, en 1792; elle allie patriotisme et universalisme, comme le montre le 11<sup>ème</sup> couplet : La France que l'Europe admire /A reconquis la liberté /Et chaque citoyen respire /Sous les lois de l'Egalité (bis) /Un jour, son image chérie /s'étendra sur tout l'Univers /Peuples, vous briserez vos fers /et vous aurez une Patrie !*

**L.R.** : Je crains que ce ne soit démagogique [un référendum proposant une taxe exceptionnelle sur les grandes fortunes]: demander aux 99% s'ils veulent que les 1% remboursent la dette... C'est pointer des "coupables " qui doivent payer.

Les 1% ont un patrimoine de 2000 milliards (dont de l'immobilier). On ne peut pas tout prendre.

Mon rêve, ce serait une taxe patrimoniale sans niches (entreprises individuelles non exemptées). Un ISF commençant au premier euro avec un taux de 1% (tous concernés, pour légitimer le principe) et culminant à 5 ou 6% (donc confiscatoire). La dette serait remboursée en 30 ans.

Le préalable, c'est de colmater l'évasion fiscale.

*JPA : bien sûr, il ne s'agit pas de tout prendre. Le Collectif pour un audit citoyen de la dette publique a montré qu' "une grande partie de la dette est illégitime". L'annulation d'une partie de la dette, souvent préconisée (et qui a été mise en œuvre en Grèce et à Chypre) n'est pas si facile si on veut qu'elle soit juste...*

L.R. :C'est vrai qu'il est impossible d'être juste. Mieux vaut une mesure imparfaite que l'attentisme.

**JCM** commente la phrase : « *L'abstention très élevée– près de 57 %– est particulièrement marquée chez les électeurs de gauche. Du coup, le total des voix de gauche tombe au- dessous de 33 %* » : Ça pose une question de fond : qu'est-ce qu'un électeur de gauche aujourd'hui ? Et même : qu'est-ce que la *goûche* par les temps qui courent ? La réponse à la première question n'est plus : c'est un travailleur modeste, la réponse à la seconde question n'est plus : c'est une organisation qui promeut des actions politiques visant à améliorer la condition des moins favorisés (les 99%).

La politique ayant perdu la guerre (économique mondiale) contre l'argent (notamment par suite du triomphe de la corruption à tous les étages – ce mot étant synonyme de loi du marché), elle n'est plus qu'un spectacle destiné à détourner l'attention des masses de la (triste) réalité. Un homme (ou femme) politique n'est plus qu'un(e) sous rock-star avariée, qui n'aurait aucune chance à l'Eurovision. Une élection a moins d'impact médiatique qu'un match de foot. On peut se demander si Hollande n'est pas (consciemment ou non) l'*idiot utile* qui prépare le terrain au père fouettard qui va installer définitivement le monde 1984 (d'Orwell ou Thatcher).

**MAV** : J'ai le plaisir de vous informer de la sortie du livre "En quête d'un nouveau regard" de Pierre Badiou aux éditions Edilivre.

Pierre Badiou est ancien professeur de lettres, membre de l'AFL (Association Française pour la Lecture) dans laquelle il a fait partie du conseil d'administration, coauteur de *Ecole, violence et domination* préfacé par le Pr Montagner aux éditions du Cygne.

Dans son dernier livre, P.Badiou met en évidence les obscurs dogmatismes d'une pensée formatée, entre autre, par l'école de J. Ferry dont le projet était éminemment politique à savoir éduquer et formater notre esprit afin de satisfaire la bourgeoisie industrielle de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et "disposer d'une main d'œuvre parfaitement adaptée à ses besoins économiques, et d'une population acquise à ses projets politiques".

La syntaxe lumineuse de l'ouvrage sert une mémoire sémantique résolument moderne.

Vous pouvez avoir un exemplaire aux éditions Edilivre [client@edilivre.com](mailto:client@edilivre.com) 01 41 62 14 40

Pour contacter l'auteur : [pierre.badiou@sfr.fr](mailto:pierre.badiou@sfr.fr)

Sur le site <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique173> on peut lire les numéros 11 (juillet 2004) à 89 (octobre 2011) de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et sur: <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152> , les numéros à partir de 90 (novembre 2011) , ainsi que des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre connaissance, indiquez leur adresse électronique à [jean-paul.alletru@wanadoo.fr](mailto:jean-paul.alletru@wanadoo.fr). N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.